



## COMMUNE DE POUILLÉ (Vienne)



# PLAN LOCAL D'URBANISME



### PIÈCE I – RAPPORT DE PRÉSENTATION

#### VOLUME 3 : IMPACTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT



Vu pour être annexé à la délibération du  
Conseil Communautaire de Grand Poitiers  
Communauté urbaine pour approbation  
en date du 07 Décembre 2018.

Le Président, M. Alain CLAEYS



PLAN LOCAL D'URBANISME	PRESCRIT	PROJET ARRÊTÉ	PROJET APPROUVÉ
Élaboration	13/03/2009	06/04/2018	07/12/2018



# SOMMAIRE

<i>Procédure d'examen « au cas par cas » .....</i>	<i>5</i>
<b>IMPACTS ATTENDUS SUR LA BIODIVERSITÉ.....</b>	<b>7</b>
<i>Impacts attendus sur les éléments de la trame verte et bleue.....</i>	<i>9</i>
<i>Impacts attendus sur les espaces protégés pour la biodiversité .....</i>	<i>13</i>
<i>Impacts attendus sur les espaces importants pour la biodiversité.....</i>	<i>17</i>
<b>IMPACTS ATTENDUS EN MATIÈRE DE POLLUTIONS, NUISANCES ET RISQUES .....</b>	<b>19</b>
<i>La lutte contre les pollutions.....</i>	<i>21</i>
<i>L'exposition aux nuisances .....</i>	<i>27</i>
<i>La prise en compte des risques .....</i>	<i>29</i>
<b>IMPACTS ATTENDUS SUR LES PAYSAGES ET LE CADRE DE VIE .....</b>	<b>33</b>
<i>La préservation des paysages.....</i>	<i>35</i>
<i>La qualité du cadre de vie.....</i>	<i>37</i>



# PROCÉDURE D'EXAMEN « AU CAS PAR CAS »

## SAISINE DE LA MISSION RÉGIONALE D'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

En application de l'article R.104-28 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération du Grand Poitiers, agissant sur sa compétence urbanisme au nom de la commune de Pouillé, a sollicité le 14 Avril 2017 la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Nouvelle Aquitaine afin qu'elle se prononce, dans le cadre de la procédure d'examen dite « au cas par cas », sur la pertinence d'une évaluation environnementale du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme.

Par avis n°2017DKNA82 du 8 Juin 2017, dont les attendus sont reproduits ci-dessous, la MRAE Nouvelle-Aquitaine décide que **le présent dossier de PLU n'est pas soumis à évaluation environnementale**.

### Extraits de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale sur le projet de PLU

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 et suivants et R. 104-8 et suivants ;

Vu le décret du n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des Missions Régionales d'Autorité environnementale (MRAE) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 14 juin 2016 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas déposée par le Président de la Communauté d'agglomération du Grand-Poitiers, reçue le 14 avril 2017, par laquelle celui-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet d'élaboration du plan local d'urbanisme de Pouillé ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé du 15 mai 2017 ;

**Considérant** que la municipalité de Pouillé souhaite transformer son plan d'occupation des sols, approuvé en 1987 et révisé en 2001, en plan local d'urbanisme (PLU) afin de se conformer aux évolutions législatives

en la matière et de réexaminer les potentialités d'urbanisation du territoire communal dont la superficie est de 1 396 hectares;

**Considérant** que la commune, qui a vu sa population augmenter de 29 % depuis 1999 pour parvenir à 660 habitants en 2016, souhaite poursuivre sur un objectif de croissance de 15 % sur les quinze prochaines années pour atteindre 760 habitants en 2031 ;

**Considérant** que les besoins nécessaires à l'accueil de cette population ainsi qu'au renouvellement du parc dû au phénomène de desserrement des ménages, sont estimés à 75 logements, soit une moyenne de 5 logements par an d'ici 15 ans ;

**Considérant** que les zones constructibles sont localisées dans les espaces déjà urbanisés du bourg et des hameaux, constituant la zone U, et que la zone à urbaniser AU destinée à des opérations d'ensemble est en continuité du bourg ;

**Considérant** que les surfaces ouvertes à l'urbanisation sont desservies par le réseau d'assainissement collectif ; que la station d'épuration sera réhabilitée et sa capacité augmentée pour permettre le raccordement des nouveaux logements ;

**Considérant** que la commune a identifié sur son territoire des éléments constitutifs de la trame verte, essentiellement représentée par le Bois de la Loge, classé en espace naturel sensible, et les îlots boisés, qui feront l'objet de dispositions réglementaires de protection afin de garantir l'absence d'incidences notables du plan ;

**Considérant** que la commune a classé vingt-deux mares en tant qu'éléments de paysages à protéger qui feront l'objet de dispositions réglementaires permettant de garantir l'absence d'incidences notables du plan sur la trame bleue ;

**Considérant** que le sud de la commune est concernée par les périmètres éloigné et rapproché du captage d'eau potable de « La Bertinière », périmètres qui se situent en zone N dans le projet de PLU ;

**Considérant** ainsi qu'il ne ressort pas des éléments fournis par le pétitionnaire, et en l'état actuel des connaissances, que le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Pouillé soit susceptible d'avoir des incidences significatives sur la santé humaine et l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

### **Décide :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

En application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme, le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Pouillé (86) **n'est pas soumis à évaluation environnementale**.

#### **Article 2 :**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme ne dispense pas des autres procédures auxquelles le projet peut être soumis.

#### **Article 3 :**

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation Autorité environnementale du CGEDD <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr> .

Fait à Bordeaux, le 8 juin 2017

Le Président de la MRAe  
Nouvelle-Aquitaine



Frédéric DUPIN

**PREMIÈRE PARTIE**

**IMPACTS ATTENDUS  
SUR LA BIODIVERSITÉ**





# IMPACTS ATTENDUS SUR LES ÉLÉMENTS DE LA TRAME VERTE ET BLEUE

## LES ESPACES BOISÉS CLASSÉS

### Les boisements

Le Plan Local d'Urbanisme de Pouillé délimite **136 hectares d'espaces boisés classés**, selon les dispositions prévues à l'article L.113-1 du Code de l'Urbanisme. Ce classement est défini en application des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à «*protéger les éléments supports de la biodiversité* » et à «*préserver le cadre de vie rural* ». Il interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements et entraîne de plein droit toute demande d'autorisation de défrichement.

Par décision volontariste de la collectivité, cette protection est appliquée à l'ensemble des boisements présents sur la commune pour les motifs suivants :

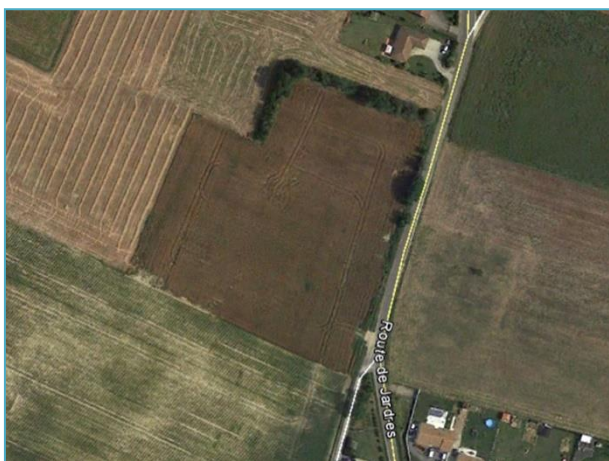
- › leur classement déjà effectif en espaces boisés classés au document d'urbanisme antérieur (Plan d'Occupation des Sols abrogé le 24 Mars 2017) ;
- › leur importance déterminante dans la composition du paysage communal (alternance entre horizontalité des espaces agricoles et verticalité des espaces boisés) ;
- › leur intérêt écologique notable dans le fonctionnement « en pas japonais » de la trame verte et bleue ;
- › leur recul récent lié à des opérations de défrichement ponctuelles mais continues, y compris sur les boisements antérieurement inscrits en espaces boisés classés. La commune de Pouillé fait en effet le constat d'une augmentation de la pression de défrichement sur ces boisements.



*Boisement classé en EBC au POS  
au niveau du lieu-dit « La Cognaquerie »  
Situation sur photographie aérienne de 2013*



*Situation du même boisement  
sur photographie aérienne de 2016*



*Haie classée en EBC au POS  
au Nord du Bourg  
Situation sur photographie aérienne de 2013*



*Même haie  
sur photographie aérienne de 2016*

En réponse à ces défrichements, le classement de l'ensemble des boisements en espaces boisés classés est destiné à assurer leur pérennité à long terme et à maintenir de fait la fonctionnalité du réseau écologique de la trame verte et bleue ainsi que la qualité des paysages.

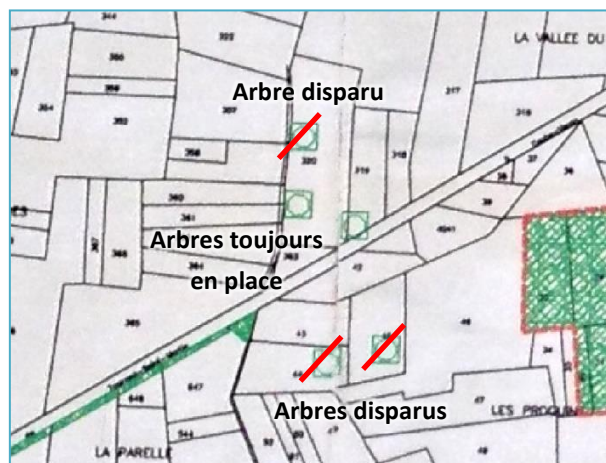
### **Les arbres isolés**

Le Plan Local d'Urbanisme identifie et localise **7 arbres isolés** à protéger pour des motifs d'ordre écologique et esthétique. Ce classement est pris en application des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « *protéger les éléments supports de la biodiversité* » et à « *préserver le cadre de vie rural* ». Il interdit de fait tout abatage de ces végétaux.

Les arbres isolés représentent un intérêt écologique au regard de leur rôle de perchoir d'observation pour les oiseaux de plaine chassant sur ces espaces agricoles ouverts. Ils peuvent également constituer le lieu de nidification des passereaux et autres oiseaux communs. Ils représentent également un intérêt esthétique en participant à la composition des paysages ruraux.

Le choix des arbres protégés au titre des espaces boisés classés dans le PLU est basé sur ceux disposant déjà d'une protection identique dans le plan d'occupation des sols abrogé le 24 mars 2017. Leur identification est donc basée sur ce critère nonobstant les arbres disparus depuis, par maladie, tempête ou abatage. L'actualisation de ce recensement a été réalisée sur la base de photographies aériennes, complétées par des investigations de terrain.

*Exemple d'arbres isolés antérieurement identifiés au POS*



### **Les haies à créer**

Le Plan Local d'Urbanisme localise **570 mètres linéaires de haies à créer**, identifiées en espaces boisés selon les dispositions de l'article L.113-1 du Code de l'Urbanisme. Ce classement est pris en application des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « *préserver le cadre de vie* ».

rural » et à « *prendre en compte les enjeux énergétiques* ». Les haies à créer sont en effet situées en périphérie des secteurs à urbaniser 1AUh et 2AUh et sont destinées à :

- › intégrer les nouvelles opérations d'habitat dans le paysage en organisant une transition végétale entre les espaces bâtis et les espaces agricoles ;
- › améliorer l'efficacité énergétique des formes bâties en ralentissant les vents issus des grands espaces agricoles, permettant ainsi de limiter la déperdition énergétique.

Les haies à créer au titre des espaces boisés classés constituent une traduction réglementaire forte d'une disposition des orientations d'aménagement et de programmation s'appliquant sur les secteurs 1AUh et 2AUh. Cette démarche permet de rendre imprescriptible la plantation de ces haies qui s'impose aux aménageurs et porteurs de projet publics ou privés.

## LES ÉLÉMENTS DE PAYSAGE À PROTÉGER

### Pour des motifs d'ordre écologique

- **Les haies**

Le Plan Local d'Urbanisme identifie et localise **11,2 kilomètres de haies** à préserver pour des motifs d'ordre écologique et esthétique, selon les dispositions prévues à l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Ce classement est pris en application des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « *protéger les éléments supports de la biodiversité* » et à « *préserver le cadre de vie rural* ».

Comme pour les petits boisements, la protection des haies répond à plusieurs enjeux convergents :

- › le maintien de la perméabilité écologique diffuse du territoire, notamment entre les îlots de biodiversité constitués par les « pas japonais » des boisements ;
- › la préservation du cadre de vie et l'intégration paysagère des constructions ;
- › le développement du tourisme vert.

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, tout projet de destruction d'une haie par arrachage ou dessouchage est conditionné au dépôt d'une déclaration préalable en mairie. Sont autorisés les abattages en cas d'état sanitaire dûment justifié. Sont également autorisés des abattages partiels pour la création d'accès qui s'avéreraient nécessaires. Le remplacement par des essences adaptées au sol, au climat et au paysage, est alors prescrit.

- **Les mares**

Le Plan Local d'Urbanisme identifie et localise **20 mares** à préserver pour des motifs d'ordre écologique, selon les dispositions prévues à l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Ce classement est pris en application de l'orientation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « *protéger les éléments supports de la biodiversité* ».

La protection des mares répond à un enjeu majeur de préservation de la biodiversité sur ce territoire où elles constituent les seuls points d'eau permanents en surface. En tant qu'éléments uniques de la trame bleue, elles concentrent donc la vie et peuvent accueillir des écosystèmes spécifiques.

Les mares sont des créations humaines destinées initialement à répondre à des besoins liés à la vie rurale et à l'agriculture. La perte de ces fonctions remet aujourd'hui en cause leur pérennité, par manque

d'entretien ou par destruction directe. La protection en tant qu'élément de paysage permet à la collectivité de disposer d'un « droit de regard » sur cette évolution, selon des critères écologiques.

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, tout projet de destruction d'une mare par comblement est conditionné au dépôt d'une déclaration préalable en mairie. Cette dernière pourra être refusée ou soumise à des conditions particulières si les travaux sont de nature à porter atteinte à la mare de manière irréversible, les principaux critères de décision étant la fonctionnalité esthétique et/ou écologique.

- **Les espaces à dominante humide**

Le Plan Local d'Urbanisme de Pouillé délimite **51,4 hectares d'espaces à dominante humide** à préserver pour des motifs d'ordre écologique, selon les dispositions prévues à l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Ce classement est pris en application de l'orientation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « *protéger les éléments supports de la biodiversité* ».

Conformément aux prescriptions du SDAGE Loire-Bretagne et du SAGE de la Vienne, tout aménagement mettant en danger ces éléments de paysage à protéger sont interdits.

À défaut d'alternative avérée, le règlement du PLU impose une recherche de minimisation des impacts des aménagements et une compensation, sous forme de restauration ou de création d'un espace équivalent sur le plan fonctionnel, paysager et écologique, sur le même bassin versant que l'unité foncière supportant l'aménagement. À défaut de compensation sur le même bassin versant ou dans l'incapacité d'obtenir les mêmes fonctionnalités paysagères ou écologiques, l'obligation de compensation portée au règlement impose alors une compensation à hauteur de 200% de l'unité foncière supportant l'aménagement, sur le même bassin versant ou sur un bassin versant différent, sur le territoire communal.



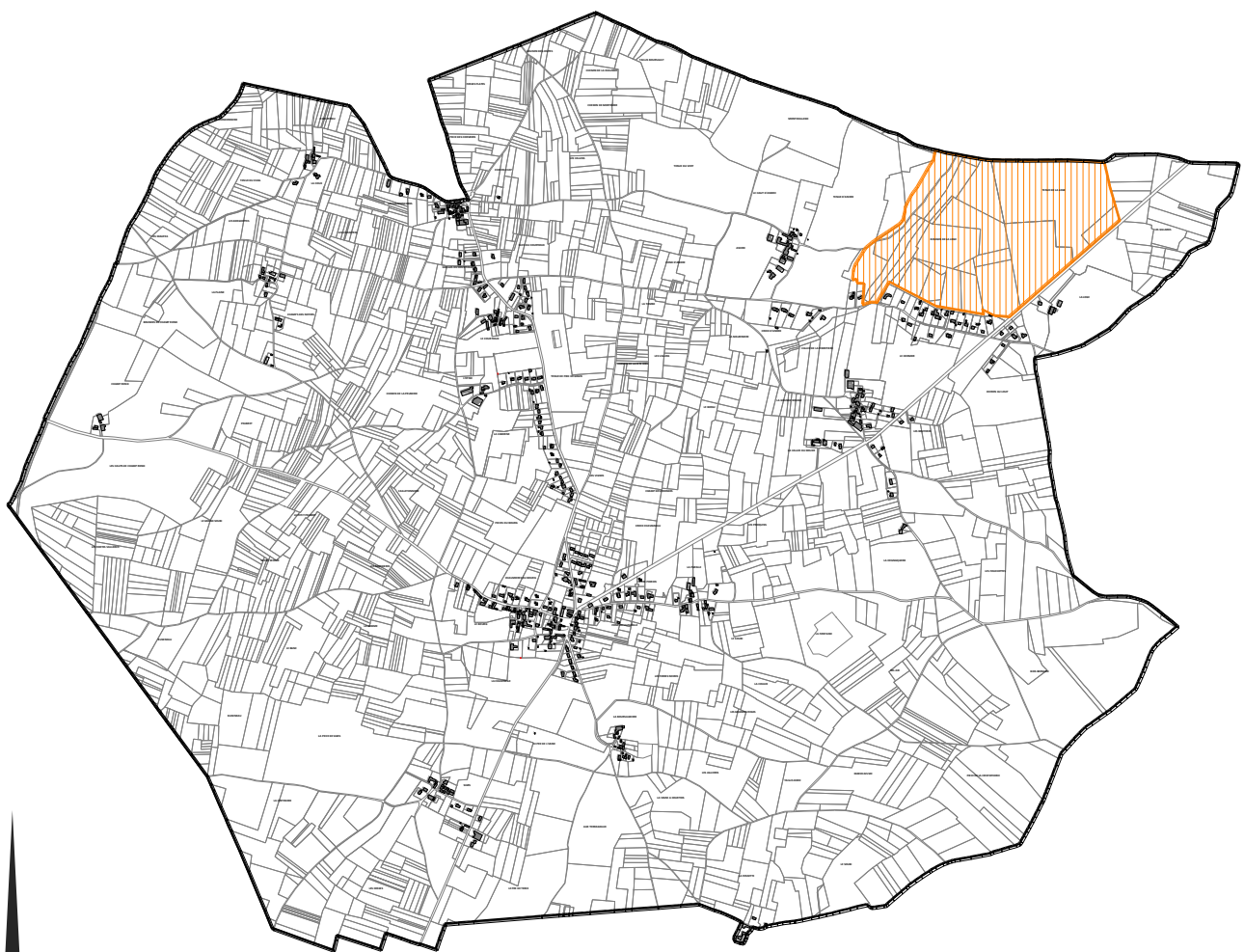
# IMPACTS ATTENDUS SUR LES ESPACES PROTÉGÉS POUR LA BIODIVERSITÉ

## L'ESPACE NATUREL SENSIBLE DU BOIS DE LA LOGE

### Présentation


La commune de Pouillé comporte sur son territoire un espace protégé pour la préservation de la biodiversité : le Bois de la Loge.

### Espaces naturels protégés sur la commune de Pouillé



Source : Cadastre DGFIP, données INPN - Échelle : 1/30 000

#### LÉGENDE

 Espaces protégés  
pour la biodiversité

**Le Bois de la Loge** couvre une superficie d'environ 110 hectares, dont **51,6 hectares sur la commune de Pouillé**. Il s'agit d'un vaste boisement de chênes sur lequel viennent se greffer une multitude d'habitats

naturels plus petits, telles la lande sèche, la friche ou encore la pelouse calcicole. Chaque type d'habitat accueille des espèces bien particulières et enrichit ainsi la diversité globale du site.

Le diagnostic écologique réalisé en 2010 a permis la découverte, sur la parcelle départementale, d'un habitat naturel original : une lande basse à Bruyère vagabonde. Ce milieu naturel, très rare en Poitou-Charentes, donne au site son caractère exceptionnel et justifie à lui seul un classement en Espace Naturel Sensible.

Afin de préserver la qualité des sites, des paysages et des milieux naturels, les Départements disposent d'une compétence facultative pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des Espaces Naturels Sensibles (ENS) et d'un outil financier la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS).

En application du Code de l'Urbanisme (articles L.142-1 à L.142-13 et R.142-1 à R.142-18), les espaces naturels sensibles (ENS) sont des sites dont le caractère naturel est menacé et rendu vulnérable, actuellement ou potentiellement, en raison des pressions d'aménagement qu'ils subissent, ou qui présentent un intérêt particulier.

- **Une valeur paysagère remarquable**

Traversé par une ancienne voie romaine, le Bois de la Loge est un lieu privilégié de découverte et de sensibilisation à l'environnement, du fait de la variété de ses habitats naturels d'une part et de leur typicité d'une autre. La forêt par exemple se compose de chênes de formes peu ordinaires. Son sol calcaire et rocaillieux rend difficile le développement des arbres et les contraint à demeurer petits et tortueux. Seules des plantes adaptées à ces conditions écologiques s'y épanouissent tel le *Genévrier commun*.

- **Un patrimoine naturel riche**

Le nombre et la complémentarité des habitats naturels permettent de concentrer une grande abondance d'insectes. À titre d'exemple, pas moins de 46 espèces de papillons ont été observées sur le site parmi lesquelles les rares *Argus bleunacré*, *Azuré des Coronilles* et *Miroir*. Cela représente la moitié des espèces de papillons connues en Vienne. Cette abondance en insectes profite également à de nombreux oiseaux comme la *Mésange huppée* ainsi qu'à 7 espèces de chauves-souris, toutes protégées en France. La flore n'est pas en reste puisque sont recensées sur le site 2 espèces végétales patrimoniales inscrites sur la liste rouge de la flore menacée en Poitou-Charentes : la *Bruyère vagabonde* et le *Genêt ailé*.

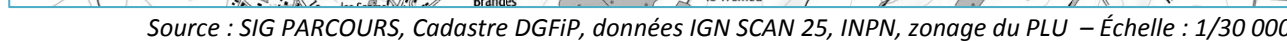
- **Enjeux de gestion :**

Bien que l'embroussaillage progressif des milieux naturels herbeux (landes, pelouses, prairies...) soit un phénomène naturel, il peut à terme conduire à la disparition des habitats patrimoniaux et de leurs cortèges d'espèces associées. La colonisation par les plantes arbustives ou forestières se fait au détriment d'espèces plus petites comme les bruyères et mène à une banalisation du paysage.

### **Impacts attendus**

Comme cartographié ci-après, l'Espace Naturel Sensible du Bois de la Loge est intégralement classé en zone naturelle au Plan Local d'Urbanisme, à l'exception des parcelles situées au plus près de la RD 2 qui sont à vocation agricole et, par conséquent, sont classées en zone agricole.

Le hameau de « La Loge » est également classé en zone naturelle compte tenu de sa faible importance. L'ENS est donc préservé de toute nouvelle urbanisation à sa limite Sud.

[illegible]

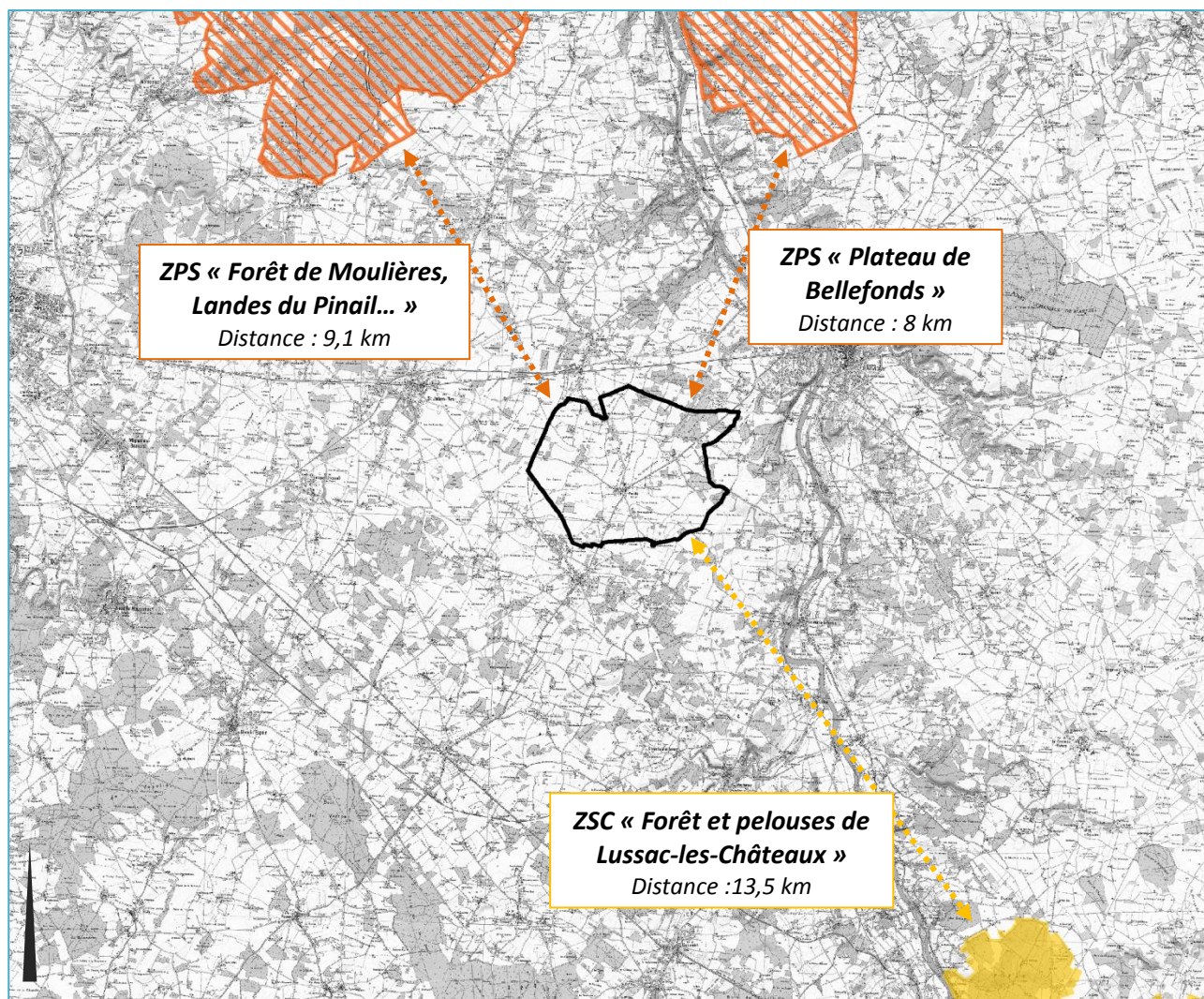


## SITES NATURA 2000

Pouillé ne comporte pas de sites naturels protégés dans le cadre du réseau Natura 2000. Comme cartographié ci-après, les espaces protégés les plus proches sont :

- › La Zone Spéciale de Conservation (ZSC) « Forêt et pelouses de Lussac-les-Châteaux » à 13,5 kilomètres au Sud.
- › La Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Plateau de Bellefonds » à 8 kilomètres au Nord.
- › La Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Landes du Pinail » à 9,1 kilomètres au Nord-Ouest.

### Espaces protégés pour la préservation de la biodiversité à proximité de la commune



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25, INPN – Échelle : 1/150 000

Aucun lien écologique fonctionnel n'est établi entre ces espaces et le territoire de la commune.

- Compte-tenu de l'éloignement entre la commune et les sites protégés les plus proches, de l'absence de lien fonctionnel entre la commune et ceux-ci, le projet de PLU est sans impact sur les espaces protégés pour la préservation de la biodiversité.



# **IMPACTS ATTENDUS SUR LES ESPACES IMPORTANTS POUR LA BIODIVERSITÉ**

La commune ne comporte pas de Zone Naturelle d'Intérêt Floristique ou Faunistique (ZNIEFF), ou d'autres espaces importants pour la préservation de la biodiversité.



## DEUXIÈME PARTIE

# IMPACTS ATTENDUS EN MATIÈRE DE POLLUTIONS, NUISANCES ET RISQUES



# LA LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS

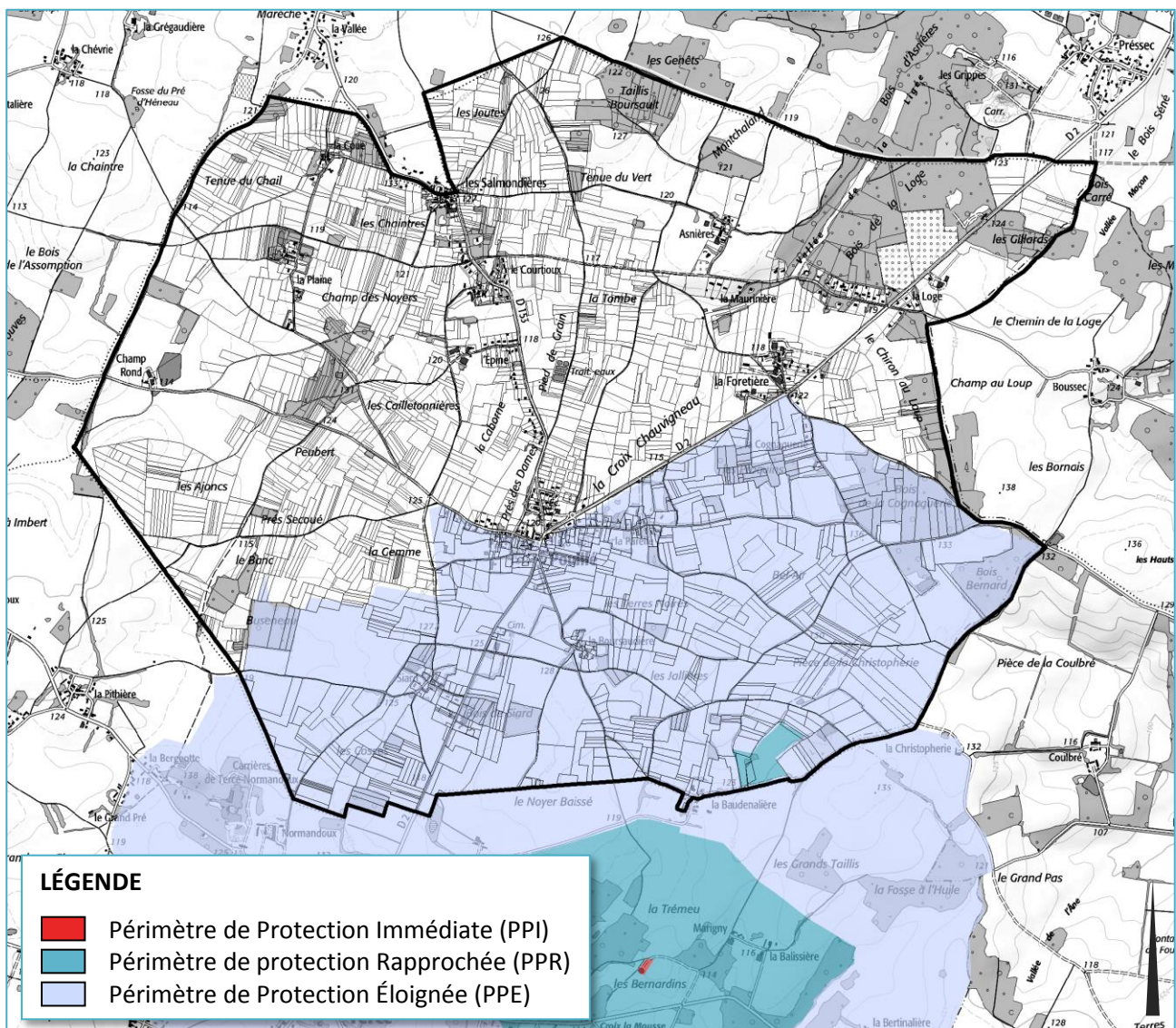
## IMPACTS SUR LA QUALITÉ DE L'EAU

### Impacts liés à la ressource en eau

Le territoire communal de Pouillé est concerné par le forage de « La Bertinière » situé sur la commune de Tercé. Celui-ci a été déclaré d'utilité publique par Arrêté Préfectoral n°2002/DDAF/SFEE/259 le 16 Avril 2002.

Les périmètres de protection rapprochée et éloignée impactent le territoire communal de Pouillé, comme cartographié ci-après. Des prescriptions restrictives s'appliquent aux opérations d'aménagement réalisées dans les périmètres de protection, comme détaillé à l'Arrêté Préfectoral mentionné ci-dessus.

### Périmètres de protection du captage



Source : SIG PARCOURS, cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25, DDT 86 et ARS Poitou-Charentes - Échelle : 1/30 000

Le Périmètre de Protection Rapprochée du captage est intégralement situé en zone naturelle au Plan Local d'Urbanisme. Les orientations du document d'urbanisme sont cohérentes avec les restrictions d'usage imposées par les arrêtés préfectoraux déterminant les périmètres de protection et les servitudes afférentes à ces périmètres. Le tableau ci-dessous illustre l'articulation entre ces documents.

#### Compatibilité du règlement du PLU avec les prescriptions du captage de « La Bertinière »

Prescriptions	Réglementation liée au PPR	Prise en compte dans le Plan Local d'Urbanisme
		Secteur N
La création de forage ou de puits autre que pour l'AEP	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	Interdiction	Interdiction
L'ouverture d'excavation autre que celles destinées au passage de canalisations d'AEP ou éventuellement d'assainissement ou à l'effacement des réseaux aériens	Interdiction	Interdiction
Le remblaiement des excavations ou carrières existantes	Réglementation générale	Interdiction
L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs ou de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau	Réglementation spécifique	Extensions et annexes aux bâtiments d'habitation autorisées sous conditions en secteurs N et A
L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées, qu'elles soient brutes ou épurées	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tout autre produit liquide ou gazeux susceptible de porter directement ou indirectement atteinte à la qualité des eaux	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux	Interdiction	Interdiction
Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux cités dans le présent tableau	Interdiction	Interdiction
Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures	Réglementation spécifique	Hors champ réglementaire du PLU
Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail	Réglementation spécifique	Hors champ réglementaire du PLU
L'épandage et l'infiltration d'eaux usées brutes d'origine domestique	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols autres que ceux cités ci-après	Réglementation générale	Hors champ réglementaire du PLU

Prescriptions	Réglementation liée au PPR	Prise en compte dans le Plan Local d'Urbanisme
		Secteur N
L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées brutes	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)	Réglementation générale	Hors champ réglementaire du PLU
L'établissement d'étables ou de stabulations libres	Réglementation générale	Interdiction
Le pacage des animaux	Réglementation générale	Hors champ réglementaire du PLU
L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail	Réglementation générale	Hors champ réglementaire du PLU
Le déboisement	Interdiction	Interdiction
La création d'étangs	Interdiction	Interdiction
Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes et des camping-cars	Interdiction	Interdiction
La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation	Réglementation spécifique	Hors champ réglementaire du PLU
La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions non domestiques	Interdiction	Interdiction
Le stockage de fumier à même le sol, même temporairement, sur les parcelles avant épandage	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
Le drainage des terres agricoles	Réglementation spécifique	Hors champ réglementaire du PLU
Le rebouchage des tranchées autorisées	Réglementation spécifique	Hors champ réglementaire du PLU

Source : Arrêté Préfectoral n°2002/DDAF/SFEE/259 du 16 Avril 2002

■ Le projet de Plan Local d'Urbanisme est sans impact sur la ressource en eau.

### **Impacts liés à la gestion des eaux usées**

Conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 21 Juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif, une zone *non aedificandi* pour la réalisation de logements est instaurée 100 mètres autour des ouvrages de traitement des eaux usées. Celle-ci est reportée dans les documents graphiques du Plan Local d'urbanisme.

Le traitement des eaux usées du Bourg est assuré par une station d'épuration de type lagunage naturel (épaississement statique gravitaire des boues), mise en service en 1998. Située au Nord du Bourg, elle a une capacité de traitement nominale de 300 équivalent-habitants (EH) et un débit de référence de 25 m<sup>3</sup>/jour. Les rejets s'effectuent dans un fossé sur le plateau. En 2015, la charge maximale en entrée était de 133 EH, soit 44 % de la capacité nominale de la station. Le débit moyen entrant était de 25 m<sup>3</sup>/jour, soit 55 % du débit de référence. La conformité de l'équipement a été validée au 31 Décembre 2015 en matière de respect de la réglementation et de performances.

Afin de moderniser cet ouvrage, la construction de la nouvelle station de traitement des eaux usées du bourg, de type filtres plantés de roseaux et d'une capacité de 650 EH a été décidée. Les travaux débuteront en Octobre 2017.

Le Plan Local d'Urbanisme prévoit une augmentation de la population de 100 personnes sous 15 ans. 93% des nouveaux logements sont prévus être réalisés sur les secteurs desservis par l'assainissement collectif, soit une augmentation prévisible de 93 EH. Ce chiffre tient compte de la diminution de la charge de pollution induite par la diminution du nombre de personnes par logement dans le parc existant.

À terme, la nouvelle station d'épuration est donc susceptible de supporter une charge de pollution minimale de  $133 + 93 = 226$  EH. Même en tenant compte de l'augmentation de population intervenue entre 2015 et 2017, ce chiffre « plancher » de 226 EH reste très en deçà des capacités de traitement du nouvel ouvrage d'assainissement (650 EH).

- **La nouvelle station de traitement des eaux usées sera suffisamment dimensionnée pour prendre en charge les effluents supplémentaires induits par l'augmentation de la population. Le développement de l'habitat prévu dans le PLU n'engendrera donc pas d'impacts sur la qualité de l'eau, liés à la gestion des eaux usées.**



### **Impacts liés à la gestion des eaux pluviales**

L'impact du projet de PLU de Pouillé sur la qualité des eaux pluviales est évalué au regard de la modification de leur régime d'écoulement et de leur qualité, sur les espaces destinés à être urbanisés.

Ces eaux pluviales proviennent des toitures des constructions, ainsi que des surfaces imperméabilisées aux abords des propriétés (terrasses, allées de garage). Elles sont réputées globalement propres, en conséquence notamment de l'interdiction prochaine de vente de produits phytosanitaires aux particuliers.

Afin de ne pas contraindre le développement résidentiel, le règlement du Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas de coefficient pour limiter les surfaces imperméabilisées sur les nouveaux espaces d'habitat. Il impose en revanche une gestion « à la parcelle » des eaux pluviales par les propriétaires, avec l'interdiction de rejet au réseau pluvial public, ce qui amène de facto à prévoir leur infiltration sur le terrain d'assiette de la construction.

Cette disposition réglementaire est imposée pour tous les secteurs du territoire, à l'article 9 du règlement :

*« Les eaux pluviales sont récupérées et résorbées sur le terrain d'assiette des projets par des dispositifs adaptés. En cas d'impossibilité technique, les eaux pluviales pourront être rejetées au réseau public (fossé, caniveau ou réseau enterré), s'il existe et s'il est suffisant, avec l'accord du gestionnaire. »*

- **La propreté initiale de ces eaux et leur infiltration directe sur le terrain d'assiette des constructions garantit à ce niveau l'absence d'impact du projet sur la qualité des eaux.**

## **IMPACTS SUR LA QUALITÉ DE L'AIR**

### **Impacts liés aux activités**

Le Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas l'accueil d'activités économiques générant des incidences notables sur la qualité de l'air.

- **La mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme n'est pas susceptible d'impacter la qualité de l'air par l'accueil d'activités générant des nuisances excessives.**

### **Impacts liés aux déplacements**

L'augmentation prévue de la population communale générera une augmentation structurelle des besoins en déplacements, pour l'accès aux zones d'emplois ainsi qu'aux équipements, services et commerces. Ces besoins s'exprimeront dans le périmètre communal mais également et surtout au-delà, dans le contexte du bassin de vie auquel appartient le territoire.

Compte-tenu de la répartition modale des moyens de transports actuellement utilisés par les habitants de Pouillé, l'augmentation des trajets automobiles sera marginale, estimé à terme à 120 déplacements par jour<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Sur la base d'un accueil net de 100 habitants sous 15 ans, comportant 60% d'actifs et nécessitant 2 trajets domicile/travail par jour.

Afin de rationaliser la demande en déplacements, de maîtriser les émissions de gaz à effet de serre et de lutter contre la pollution de l'air, le PLU de Pouillé prévoit plusieurs dispositions pour favoriser les modes de déplacements alternatifs à l'usage individuel du véhicule automobile :

- › Concentrer le développement de l'habitat sur le Bourg, en lien avec le point d'accès aux transports en commun et l'aire de covoiturage ;
- › Aménager des liaisons douces dans le Bourg, entre les secteurs d'habitat, l'école et/ou le point d'accès aux transports en commun.

■ **En raison de son ampleur modérée, le développement planifié à Pouillé dans le cadre du PLU n'impactera pas de manière notable la qualité de l'air.**

## IMPACTS SUR LA GESTION DES DÉCHETS

Nonobstant les mesures de réductions prises en amont, l'augmentation prévue de la population communale générera une augmentation proportionnelle du volume des déchets ménagers produits. Ceux-ci seront éliminés dans le cadre des dispositions prévues par le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA).

Aucune impasse routière ne sera créée par le développement des espaces interstitiels, permettant ainsi la circulation des engins de collecte des déchets.

■ **La mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme n'est pas susceptible d'avoir d'impact sur la gestion des déchets.**

# L'EXPOSITION AUX NUISANCES

## LES NUISANCES SONORES

Le document d'urbanisme est un outil permettant de prendre en compte en amont les contraintes acoustiques liées à l'implantation des voies de circulation, d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou d'équipements de loisirs. Une réflexion à ce stade permet d'apporter des réponses efficaces et économiques et de prévenir ainsi les impacts sur la santé.

À Pouillé, il n'existe aucune infrastructure, activité ou équipement susceptible de générer des nuisances sonores excessives pour le voisinage. Le Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas l'aménagement d'éléments susceptible d'apporter de nouvelles nuisances ou d'en subir.

Les RD 2 et RD 153 supportent un trafic modéré, constitué pour l'essentiel de véhicules légers. L'impact sonore de la circulation routière est par ailleurs atténué par la faible vitesse des véhicules dans le Bourg.

- **La mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme n'est pas susceptible de générer de nouvelles nuisances sonores. Le développement planifié au projet de PLU n'est pas situé au voisinage de secteurs impactés par le bruit.**

## LES NUISANCES OLFACTIVES

À Pouillé, les seules activités susceptibles de générer des nuisances olfactives pour le voisinage sont les exploitations agricoles. Le zonage du PLU repère un périmètre indicatif de 50 mètres autour des bâtiments d'exploitation, en référence au Règlement Sanitaire Départemental, de manière à ce qu'aucun logement ne soit construit au sein de ce périmètre de nuisances potentielles.

Deux exploitations sont situées dans le Bourg. Le périmètre de 50 mètres est respecté afin que les nouvelles constructions prévues au projet de PLU ne soient pas localisées au sein de ces périmètres. Le potentiel de nuisances olfactives est ainsi réduit au minimum.

En matière d'infrastructures, une distance minimum de 100 mètres est respectée entre les secteurs urbanisés et la station de traitement des eaux usées. Celle-ci est isolée du Bourg ; le potentiel de nuisances olfactives est ainsi réduit au minimum.

- **La mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme n'est pas susceptible de générer de nouvelles nuisances olfactives. Par ailleurs, le développement planifié au projet de PLU prend en compte les nuisances potentielles afin de ne pas y exposer la population.**



# LA PRISE EN COMPTE DES RISQUES

## LES RISQUES NATURELS

### **Prise en compte des risques liés à la géologie**

Les enjeux induits par les risques liés à la géologie sont d'importance mesurée à Pouillé. Ils relèvent essentiellement des conséquences éventuellement générées par le comportement de certains types d'argiles sur l'intégrité des constructions. La connaissance de ce risque est exposée dans le rapport de présentation et est donc portée à l'information des pétitionnaires, afin que ceux-ci intègrent dans les futures constructions les dispositions techniques adaptées au contexte pédologique.

Les espaces ouverts à l'urbanisation au Plan Local d'Urbanisme se trouvent dans des secteurs où le risque lié au retrait et au gonflement des argiles présente un aléa faible (sites n°2 à n°5), moyen (site n°6) ou fort (site n°1), comme l'illustre la carte ci-après.

Aucun aléa lié à un risque de mouvement de terrain n'est répertorié sur la commune.

De même, aucune cavité souterraine n'est répertoriée sur le territoire communal.

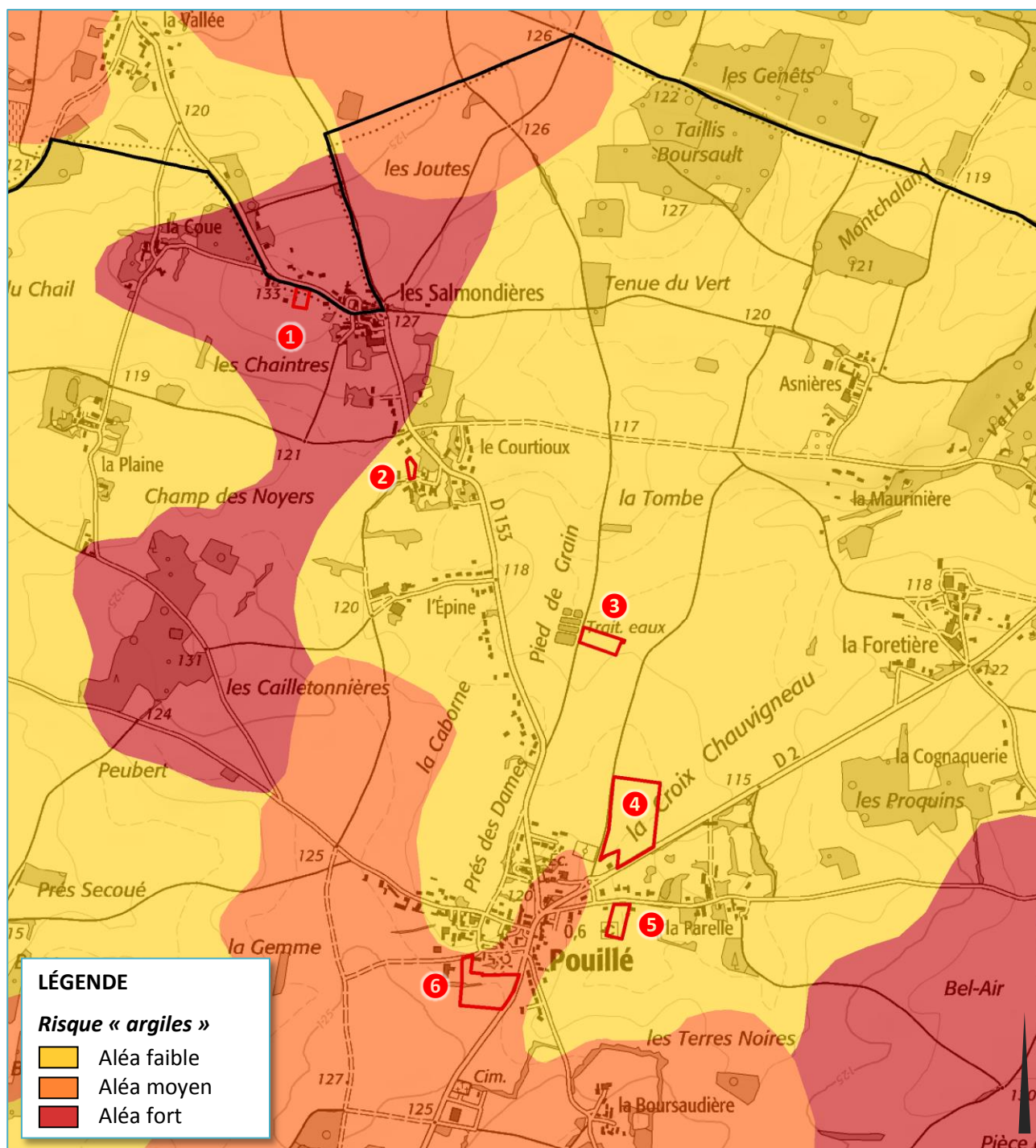
- **Les risques géologiques sont limités au retrait/gonflement naturel des argiles et ne génèrent donc pas d'incidence spécifique sur la commune.**

### **Prise en compte des risques liés à l'eau**

La commune de Pouillé ne comporte pas de cours d'eau permanent.

- **Les risques hydrologiques ne représentent pas un enjeu notable sur la commune.**

## Localisation du risque « argiles » vis-à-vis des espaces ouverts à l'urbanisation



## LES RISQUES ANTHROPIQUES ET TECHNOLOGIQUES

### **Le transport de matières dangereuses**

La commune de Pouillé n'est pas concernée par le transport routier de matières dangereuses en l'absence d'infrastructures routières d'importance sur la commune.

### **La sécurité routière**

L'article 8 du règlement impose des principes forts en matière de maintien de la sécurité routière pour les opérations de construction et d'aménagement, sur l'ensemble des secteurs de la commune :

- *Pour être constructible, tout terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée soit directement soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fond voisin et éventuellement obtenu en application des dispositions du Code Civil.*
- *La largeur et l'aménagement des accès doivent permettre l'approche des engins de lutte contre l'incendie et de secours, le maintien des conditions de sécurité routière préexistantes ainsi que le fonctionnement des services publics de collecte des déchets.*

Les orientations d'aménagement et de programmation prévoient en outre le regroupement des accès automobiles, desservant les nouvelles constructions, sur la voirie interne des futures opérations d'ensemble. Ces voies bénéficient d'un accès unique sur les routes départementales existantes.

Le Plan Local d'Urbanisme de Pouillé assure également le maintien de la sécurité publique sur les voies ouvertes à la circulation en évitant tout développement linéaire de l'urbanisation en dehors des espaces déjà bâtis. Les logements qui seront implantés dans les dents creuses du bourg bénéficieront en effet d'un accès sur une voirie urbaine équipée en matière de sécurité (trottoirs, gabarit...) et où la vitesse des véhicules est limitée à 50 km/heure au maximum.

### **Prise en compte des risques technologiques**

Le territoire de la commune n'héberge pas d'installation classée ICPE.

- **Le projet porté par le PLU n'induit aucune augmentation des risques anthropiques ou technologiques.**





## **TROISIÈME PARTIE**

# **IMPACTS ATTENDUS SUR LES PAYSAGES ET LE CADRE DE VIE**



# LA PRÉSERVATION DES PAYSAGES

Les paysages présents à Pouillé possèdent un intérêt important pour le cadre de vie et le développement du tourisme vert en raison de la diversité et de la qualité des éléments qui les composent. Ils constituent des atouts pour le développement résidentiel et économique et leur préservation est, en ce sens, un enjeu important qui est pris en compte au projet de PLU.

Le Plan local d'Urbanisme de Pouillé répond spécifiquement à ces enjeux par la mise en œuvre de l'orientation « *Préserver le cadre de vie rural* » du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Cette orientation renvoie également à l'enjeu de maîtrise du développement résidentiel avec la localisation des nouvelles constructions au niveau du Bourg. Cette orientation est concrétisée de la manière suivante :

- › L'organisation du développement résidentiel avec l'implantation de nouveaux logements prioritairement dans le Bourg et dans les espaces interstitiels des espaces bâtis, sur les secteurs à moindre sensibilité paysagère ;
- › L'organisation du développement agricole avec l'implantation de nouveaux bâtiments prioritairement en continuité des sites d'activités existants ;
- › La protection réglementaire des éléments de la trame verte composant le paysage : boisements, haies et arbres remarquables ;
- › L'instauration d'une protection réglementaire des éléments de patrimoine bâti identifiés dans le règlement graphique du PLU ;
- › Le maintien du bâti rural par la possibilité de changement de destination des bâtiments anciens identifiés dans le règlement graphique du PLU.

En complément de ces actions, la démarche de préservation des haies, arbres et boisements, engagée suite à la prise en compte de la trame verte et bleue, permettra également de préserver la qualité des paysages.

■ **Le Plan Local d'Urbanisme prend en compte l'enjeu de qualité des paysages de manière transversale par l'organisation de l'implantation des constructions et par la préservation des éléments végétaux, évitant ainsi de générer des impacts visuels notables.**



# LA QUALITÉ DU CADRE DE VIE

La qualité du cadre de vie relève majoritairement d'une perception subjective de l'environnement par les populations qui y résident. Outre les problématiques d'exposition aux nuisances (voir partie consacrée à ce sujet), la définition et la prise en compte de cette notion doivent donc être fondées sur des approches globales afin de pouvoir être traduites dans le Plan Local d'Urbanisme.

Ainsi, en complément de la prise en compte de la qualité paysagère, présentée ci-avant, le Plan Local d'Urbanisme est susceptible de préserver et de mettre en valeur le cadre de vie dans les domaines suivants :

- › L'accès à la nature et à l'espace rural.
- › Le maintien des éléments de patrimoine, garants de l'identité du territoire.

## **Accès à la nature et à l'espace rural**

Les chemins ruraux constituent un patrimoine commun, pour leur fonction circulaire, leur intérêt historique ainsi que pour leur rôle d'accès à la nature et à l'espace rural (itinéraires de promenade et randonnées). Leur préservation revêt en ce sens un enjeu majeur pour le maintien du cadre de vie.

À Pouillé, cet enjeu est pris en compte grâce à l'inscription de **41,9 kilomètres de chemins** en tant qu'éléments de paysage à protéger. La destruction de ces chemins est ainsi soumise au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

## **Pérennité des éléments de patrimoine**

Le petit patrimoine bâti, héritage des activités rurales passées, constitue un élément essentiel du cadre de vie en représentant des points de repères historiques, culturels et identitaires du territoire.

À Pouillé, cet enjeu est pris en compte. **1 élément architectural** est ainsi inscrit en tant qu'élément de paysage à protéger. La destruction partielle ou totale de ce patrimoine est ainsi soumise au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.